Avant-propos

Jean-Christophe Boucher et Laurence Cros

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/4985>

DOI : 10.4000/eccs.4985

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2021

Pagination : 5-10

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Jean-Christophe Boucher et Laurence Cros, « Avant-propos », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 91 | 2021, mis en ligne le 30 décembre 2021, consulté le 05 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/4985> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.4985>

AVANT-PROPOS

Jean-Christophe BOUCHER, Université de Calgary
Laurence CROS, Université de Paris

Ce numéro thématique de la revue sur « L'État et la défense nationale dans un monde désordonné : Le Canada et la France en perspective »¹ est porté par Jean-Christophe Boucher, professeur adjoint à l'École de politique publique et au Département de science politique de l'Université de Calgary et codirecteur du Réseau canadien de défense et de sécurité (RCDS). Les articles, pour la plupart, ont été présentés lors d'une journée d'études à Université de Paris le 17 novembre 2021², précédée la veille par des rencontres entre la délégation canadienne et les centres de recherche français sur la défense et la sécurité. Cette journée et ce numéro ouvrent donc la voie à une collaboration qui s'annonce fructueuse et enrichissante entre les spécialistes de sécurité français et canadiens.

Les États occidentaux font face à un nouvel environnement de sécurité, marqué par la transformation et l'incertitude. Premièrement, au niveau systémique, nous assistons à une transition de la puissance caractérisée par un retrait des États-Unis sur l'échiquier international et une volonté de la Chine et, dans une moindre mesure, la Russie, de se positionner comme compétiteurs. Au niveau local, l'émergence de nouveaux acteurs, tels que les groupes terroristes, ou certaines puissances régionales, contrarient la puissance américaine. Non seulement ces bouleversements affectent le comportement des grandes puissances, mais ils forcent également les autres États, tels que le Canada et la France, à redéfinir leurs intérêts, réaligner leurs associations avec les autres membres de la société internationale, et réorienter leurs politiques de défense et ressources militaires.

Deuxièmement, les organisations de la défense qui ont caractérisé les dernières décennies, telles que l'OTAN ou l'Europe de la défense, sont en crise

¹ Nous souhaitons remercier David Haglund, membre du comité scientifique de la revue et professeur à l'Université Queen's, qui a le premier évoqué l'idée d'un numéro sur les questions de défense et sécurité au Canada, dans le contexte d'une augmentation des tensions entre les États-Unis et la Chine, et qui nous a mis en contact.

² Nous remercions les différents partenaires qui ont aidé à organiser cette journée : l'École des politiques publiques (Université de Calgary) ; le Ministère de la Défense nationale du Canada ; le Réseau canadien de défense et de sécurité ; le Réseau d'analyse stratégique ; le Laboratoire de recherche sur les cultures anglophones (LARCA UMR 8225, Université de Paris) ; l'Association française d'études canadiennes. Le projet a été financé à l'aide d'une subvention partenariat du Conseil de recherches en sciences humaines (subvention 895-2019-1000).

d'identité et de légitimité. D'une part, les multiples interventions militaires post-2001 auxquelles ont participé ces organisations ont révélé des failles importantes quant à leur aptitude à mettre en œuvre un projet d'édification de la nation : pensons notamment à l'Afghanistan, la Libye, ou encore la Syrie et l'Irak. En outre, ces interventions ont également démontré que la capacité militaire et la volonté des alliés étaient à géométrie variable, faisant du partage équitable des charges au sein de ces organisations un enjeu militaire et politique sensible. D'autre part, la solidarité au sein de ces alliances semble se fracturer ou, à tout le moins, se fragiliser, créant ainsi une force d'inertie et minant leur détermination à faire face aux différents enjeux sécuritaires contemporains.

Troisièmement, l'univers de la sécurité s'est complexifié avec l'apparition de nouveaux enjeux tels que la cyber sécurité, la prolifération nucléaire, la guerre hybride et informationnelle, les changements climatiques, les flux migratoires ou encore l'automatisation et le développement de l'intelligence artificielle. Dans un tel contexte, les États doivent non seulement se procurer le matériel militaire nécessaire, développer les tactiques et doctrines militaires et s'entraîner pour affronter de proches compétiteurs dans un environnement multi-domaines, mais également demeurer à la fine pointe de l'innovation technologique pouvant faire face à ces nouvelles menaces.

Dans ce numéro spécial, nous avons tenté de rassembler des chercheurs des deux côtés de l'Atlantique, dans le but d'examiner la façon dont le Canada et la France développent leur politique de défense et de sécurité afin de prendre en compte les nouveaux facteurs et enjeux d'un environnement de sécurité changeant. Le premier objectif de ce numéro spécial est d'examiner la façon dont ces nouveaux enjeux et phénomènes sécuritaires engendrent des défis inédits et complexifient davantage l'administration de la défense pour le Canada et la France. Ainsi, nous avons canalisé notre réflexion autour de trois thèmes centraux : 1) la mémoire historique et la relation entre la société civile et les affaires militaires au Canada ; 2) l'administration des acquisitions militaires et la politique de défense du Canada face aux défis sécuritaires émergents ; 3) les interventions militaires et opérations extérieures.

Le second objectif est d'encourager les débats publics sur les questions de politique de défense du Canada. Effectivement, ce numéro spécial fait partie d'une initiative plus large du Réseau canadien de défense et de sécurité (RCDS). Le RCDS est un partenariat de recherche financé par le Conseil de recherches en sciences humaines réunissant plus de 10 universités canadiennes. Le RCDS est un effort visant à favoriser les liens entre les universitaires, les institutions civiles et militaires, les divers organismes du ministère de la Défense nationale (MDN), les Forces armées canadiennes (FAC) et la société civile. Le but du RCDS est

AVANT-PROPOS

d'encourager la recherche universitaire dans le domaine de la politique de défense afin de contribuer à la formulation de politiques de défense.

Le troisième objectif de ce numéro est de développer un corpus francophone portant sur les enjeux de politique de défense et de mettre en valeur l'expertise francophone (et québécoise) dans ce domaine de recherche. En effet, le corpus scientifique en politique étrangère et de défense du Canada est principalement anglophone, limitant sa portée au sein de l'environnement intellectuel francophone au Canada et à travers la francophonie. Les auteurs francophones, tant ceux enseignant au Québec que dans les autres provinces canadiennes, doivent trop souvent à écrire en anglais, contribuant ainsi davantage l'anglicisation de la production scientifique de ces chercheurs. En outre, l'enseignement de la politique étrangère et de défense au Canada se fait essentiellement à travers les textes et conversations en anglais, faute d'une littérature adéquate en Français. De ce fait, l'introduction au champ de l'analyse de la politique étrangère du Canada se fait en anglais pour les étudiants francophones, renforçant l'idée selon laquelle la pensée et les débats entourant les questions de la place du Canada dans l'espace international se produisent « *in English* ».

Le premier thème de ce numéro spécial rassemble trois textes portant sur les relations civilo-militaires au Canada. La première contribution, proposée par David Haglund et Stéphane Roussel, intitulée « 'Les Perdants' : aux fondements historiques de la culture stratégique contemporaine de la société québécoise », adopte une perspective historique afin d'examiner la façon dont les Canadiens, et plus spécifiquement les Québécois, structurent leur conception des enjeux de sécurité. Les auteurs emploient ainsi le concept de culture stratégique comme passerelle liant l'histoire et la science politique, en rappelant combien la mémoire d'événements passés peut déterminer la perception du présent. Dans ce texte, les auteurs arguent que la culture stratégique québécoise est dépendante d'un oubli, soit la période de guerre récurrente sévissant en Amérique du Nord à l'époque de la Nouvelle-France, et d'une surexposition, soit la défaite des Plaines d'Abraham en 1759. La juxtaposition de ces phénomènes d'oubli et de surexposition dans la mémoire collective du Québec permet d'expliquer, à tout le moins en partie, l'attitude des Québécois en ce qui concerne les enjeux de politique de défense au Canada. Le deuxième article, « Opinion publique et politique de défense du Canada à l'ombre de la compétition des grandes puissances », de Jean-Christophe Boucher, examine la perception des Canadiens des différentes questions de politique de défense. Celui-ci explore les facteurs structurant l'opinion des Canadiens en matière de politique de défense, tels que le régionalisme, les facteurs sociodémographiques et la partisanerie. À partir de données colligées à travers un sondage d'opinion publique représentatif de la population canadienne

(n=1504 répondants), organisé entre le 21 et 31 août 2020, trois grands thèmes sont étudiés : la perception de la menace, l'appui aux interventions, et la confiance du public envers les décideurs et guides d'opinion en matière de politique de défense. Le troisième texte du numéro spécial, « Talking to Defence Stakeholders: How the Canadian and French Ministries of Defence Engage Important Individuals and Organizations », de Cornel Turdeanu, Alexander Moens et Elizabeth de Viel Castel, cherche à analyser la façon dont les Ministères de la défense canadien et français organisent leur dialogue avec les intervenants de la société civile. Ainsi, l'article révèle comment les ministères de la Défense canadien et français interagissent avec les universitaires, think tanks, et influenceurs nationaux, comparant leurs méthodes et les meilleures pratiques.

Les textes traitant le deuxième thème de ce numéro spécial explorent les enjeux associés à l'administration de l'approvisionnement militaire et la politique de défense du Canada face aux défis sécuritaires émergents. La première contribution, qui s'intitule « L'approvisionnement de la défense du Canada : Les projets d'avions de combat dans un monde en mutation », de Philippe Dumas, porte sur le projet des avions de combat au Canada. En effet, malgré un monde sécuritaire en fluctuation et une augmentation des dépenses militaires, l'acquisition de nouveaux avions de combat demeure un défi. Ainsi, ce texte tente de comprendre comment cet environnement influence les projets d'acquisition majeurs de la défense. L'auteur suggère que l'acquisition de matériel militaire est le produit d'une triple attention : répondre à un environnement sécuritaire qui détermine les besoins, aux considérations politiques internes et aux modalités du marché de la défense. Le deuxième texte de cette thématique, « Infrastructures essentielles après la COVID-19 : prévoir et mitiger l'augmentation des cybermenaces », de Marianne Grenier, examine la politique canadienne en matière de protection des infrastructures essentielles contre les cybermenaces depuis l'émergence de la COVID-19. Selon l'auteure, l'approche du gouvernement canadien en la matière témoigne d'un processus de sécurisation incomplet, limitant la capacité des organisations fédérales à faire face aux menaces. Cet article explore les conséquences de la pandémie de la COVID-19 sur la sécurisation des IE canadiennes en examinant les discours liés à la cyberprotection des IE dans les sphères politique, publique et médiatique. Enfin, le troisième article, « Meaningfulness and Meaninglessness in Ontological Security: Understanding Information Warfare Fundamental Principles », proposé par Julien Lauzon Chiasson, développe les fondements théoriques de la guerre de l'information. Selon l'auteur, la cible des opérations d'influences est la sécurité ontologique des sociétés. En effet, la guerre de l'information cherche à modifier un biais négatif de l'adversaire et à lui substituer un biais favorable par des moyens subversifs. Ceci est fait en convainquant des acteurs sociaux d'un récit

AVANT-PROPOS

illusoire qui les envoie dans une quête de sens menant potentiellement à des actions subversives. Cette approche théorique est appliquée à la désinformation et aux théories du complot au Canada durant la pandémie de COVID-19.

Le troisième thème porte sur les interventions militaires et opérations extérieures du Canada et de la France. Le premier texte, « Entre fidélité et autonomie : les divergences stratégiques du Canada et de la France », de Pierre Colautti et Jacob Fortier, traite des choix stratégiques des alliés des États-Unis, tels que le Canada et la France, dans un contexte de transition de la puissance. Les auteurs notent que les pays alliés semblent faire des choix divergents afin de s'adapter aux fluctuations au sein du système international et ceci, malgré des intérêts similaires. Afin d'expliquer cette dichotomie, les auteurs argumentent que le Canada et la France ont une perception différente de la menace et interprètent la transition de la puissance de façon distincte. En outre, le Canada et la France ne disposent pas de la même marge de manœuvre en matière de politique étrangère, ce qui structure leurs choix respectifs. Le dernier texte, de Justin Massie et Laurent Borzillo, *Le Canada, la France et la guerre contre Daech*, examine la nature et le cadre d'exécution de la participation du Canada et de la France aux opérations militaires contre Daech. Les auteurs suggèrent que les impératifs d'alliance ont influencé la contribution de ces deux pays. Toutefois, les auteurs soulignent que la façon dont ces deux pays légitimèrent leur engagement permit à l'un, la France, d'éviter une politisation de la question, tandis que le Canada dut modifier sa contribution en fonction des aléas électoraux.

À la suite de ce dossier thématique mais non sans lien avec cette question des aléas électoraux, la revue propose dans sa rubrique Varia un article de Pierre Martin qui présente le résultat de l'élection fédérale canadienne du 20 septembre 2021. Provoquée par le Premier ministre libéral Justin Trudeau, elle ne lui a toutefois pas permis de retrouver une majorité absolue de sièges à Ottawa. L'analyse montre que les résultats de ces élections constituent une réplique presque parfaite de ceux de 2019, permettant aux Libéraux de conserver le pouvoir à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Selon la tradition annuelle de la revue, ce numéro 91 conclut avec un article de la récipiendaire 2021 du Prix de thèse de l'AFEC, Charlotte Bezamat-Mantes, tiré de son doctorat sur « Analyse géopolitique des stratégies territoriales pour l'autodétermination des Premières Nations au Canada : le cas des réserves urbaines à Saskatoon et Winnipeg » (Institut français de géopolitique, Université de Paris 8). La création de réserves « indiennes » urbaines, phénomène récent au Canada, contribue à la résolution des revendications territoriales autochtones mais pose la question du droit à la ville des gouvernements autochtones et génère

JEAN-CHRISTOPHE BOUCHER ET LAURENCE CROS

des rivalités de pouvoir complexes entre les gouvernements non-autochtones et ceux des Premières Nations.

Pour conclure cet avant-propos, les rédacteurs remercient tous les participants, contributeurs et évaluateurs, qui ont permis la parution de ce numéro, original par sa thématique dans les annales de la revue. Il s'agit du 4^e numéro publié pendant la pandémie de Covid, et nous nous réjouissons que cette période difficile n'arrête pas la production d'une recherche de qualité sur le Canada.